



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

La Déléguée Territoriale

Dossier suivi par : BARRIERE Jean-Louis
Téléphone : 05 63 57 14 82

Mail : inao-toulousegaillac@inao.gouv.fr

V/Réf : Courrier du 26/07/2024

Affaire suivie par : MARTINI Marjory

N/Réf : JLB-SA-118-2024



INSTITUT NATIONAL
DE L'ORIGINE ET DE
LA QUALITÉ

Monsieur Le Président
Communauté de communes
Centre Tarn
2 bis boulevard Carnot
81120 REALMONT

mn

Objet: Révision allégée n°3 du PLUi de la Communauté de communes Centre Tarn

Gaillac, le 27 août 2024

Monsieur le Président,

Par courrier reçu le 01/08/2024, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, le projet de révision allégée n°3 du PLUi de la Communauté de communes Centre Tarn.

La commune de Terre-de-Bancalié est concernée par un projet de création d'un groupe scolaire qui nécessite la modification du PLUi en vigueur. Cette commune est située dans l'aire de production de l'Appellation d'Origine Protégée (AOP) « Roquefort » et dans les aires de production des Indications Géographiques Protégées (IGP) "Canard à foie gras du Sud-Ouest", "Jambon de Bayonne", "Porc du Sud-Ouest", "Comté Tolosan" et "Veau d'Aveyron et du Ségala".

Une étude attentive du dossier, amène l'INAO à faire les observations suivantes :

Cette révision allégée est destinée à permettre le regroupement de plusieurs écoles communales vieillissantes présentes sur le territoire de la commune de Terre-de-Bancalié (regroupement en 2019 de 6 communes Roumegoux, Ronel, Saint-Antonin-de-Lacalm, Saint-Lieux-Lafenasse, Terre-Clapier et Le Travet) au sein d'un groupe scolaire neuf et fonctionnel. Celui-ci sera construit sur la parcelle D 517 d'une surface de 0,91 ha située en zone agricole utilisé à ce jour comme zone de fauche. Celle-ci se trouve à proximité immédiate d'une zone constructible. Ce projet s'avère pertinent car il mutualise les équipements en proposant de meilleures conditions d'accueil et de travail.

Après étude du dossier, l'INAO n'a pas de remarque à formuler sur ce projet, dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur l'AOP et les IGP concernées.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

Pour la Directrice et par délégation,
La Déléguée Territoriale,
Catherine RICHER

Copie : DDT 81